



Alexandre Pagès (dir.), Giginta. De la charité au programme social, Perpignan

Presses universitaires de Perpignan, 2013, 310 pages

Bruno Laffort

Texte intégral

Cet ouvrage fait suite à une journée d'étude organisée en 2007, à Elne, par *La Société des amis d'Illibéris*, autour de l'œuvre d'un chanoine humaniste du XVI^{ème} siècle ayant vécu (une partie de sa vie) dans cette ville proche de Perpignan et de la frontière espagnole, au riche passé historique. Ce livre regroupe douze contributions présentées par Alexandre Pagès, maître de conférences en sociologie, spécialiste des politiques sociales et coordonnateur de l'ouvrage. Une préface a par ailleurs été rédigée par Joan Peytavi, docteur en études catalanes et professeur à l'Université de Perpignan.

Giginta (1534-1588), chanoine du siège épiscopal d'Elne, est peu connu des intellectuels francophones – l'une des seules présentations ayant été celle de l'historien Bronislaw Geremek et la publication des actes d'un précédent colloque (Cavillac *et al.*, 2003) –, alors qu'il écrivit pourtant plusieurs contributions sur l'organisation de l'assistance aux pauvres, dont son *Tratado de remedio de pobres*, publié à Coimbra en 1579¹. Son idée était d'alerter les autorités, tant politiques que religieuses, afin de trouver des moyens pour circonscrire la pauvreté d'une population qu'il voyait s'accroître autour de lui. Le chanoine effectuera un long périple, et séjournera dans plusieurs grandes villes d'Espagne et du Portugal pour défendre son projet, dont la finalité résidait en l'édification de « Maisons de la miséricorde » (*Casas de Misericordia*) devant accueillir les déshérités en leur offrant un minimum de services.

¹ Ce dernier a été réédité à Barcelone par Félix Santolaria Sierra, aux Éd. Ariel Historia en 2000.

Cet ouvrage, riche et fouillé, ouvertement pluridisciplinaire, est consacré aux travaux de ce que l'on pourrait appeler un des premiers réformateurs chrétiens ; au-delà, il tente de nous resituer le contexte social de cette Europe du XVI^{ème} siècle, grâce à de nombreux témoignages qui multiplient les points de vue, tant historiques, sociologiques que littéraires. La deuxième originalité de cet ouvrage, à l'heure où la langue anglaise tend à devenir incontournable – y compris dans les sciences sociales – est une présentation des contributions en espagnol ou français, en fonction de l'origine des chercheurs et de leur souhait d'écrire soit dans la langue de Molière, soit dans celle de Cervantes.

Avec ce premier numéro de la revue SaS, il est tentant de faire une lecture analytique de cet ouvrage, une lecture « moderne » et transversale qui résonne, encore et toujours, avec les débats sur l'activation des politiques sociales (Laffort, 2014). Autant dire que les réflexions actuelles de l'*empowerment* – une manière plus euphémisée d'évoquer l'*activation* des personnes en difficulté sociale – résonnent avec les analyses présentées dans ce volume. Certes, Giginta n'est pas un analyste des politiques sociales, trop empreint de conservatisme religieux. Dans le contexte de l'époque qui était aussi celui de l'Inquisition, il faut reconnaître qu'il lui aurait été impossible de remettre en cause l'ordre établi. Comme le souligne dans la préface Joan Peytavi Deixona, « Giginta écrit obligatoirement sur fond de morale sociale, ce qui signifie, à cette époque, de la morale qui est prônée par les Saintes Écritures » (p. 9). Néanmoins, il peut être considéré comme un des précurseurs – avec Érasme et Vivès – de ce que l'on nommera, plus tard, les « humanistes ». On pourrait aussi le rapprocher des premiers « réformateurs sociaux » à l'instar d'un Le Play ou d'un Villermé, à la différence que Giginta ne peut se targuer d'avoir effectué comme ces derniers de réelles enquêtes de terrain, même si l'on imagine qu'il prenait appui sur les scènes de grande misère qu'il pouvait observer tous les jours. De même, Alexandre Pagès le souligne dans une présentation stimulante, on pourrait mettre en parallèle certaines interrogations de cette époque avec des préoccupations beaucoup plus actuelles : « de nos jours, les situations de pauvreté ne sont pas comparables à celles que connaissaient nos aïeux, cependant les débats portant sur les mesures d'insertion soulèvent des interrogations que se posaient déjà les intellectuels des Temps modernes : l'aptitude ou l'inaptitude au travail, l'importance d'un critère de résidence dans l'attribution d'un secours et les finalités de l'assistance sont des sujets sans cesse réactualisés. » (p. 28).

Les contributions contenues dans cet ouvrage collectif interrogent l'histoire sociale, l'éducation des pauvres, l'épineux problème du financement des politiques sociales et de l'échelon pertinent de leur mise en œuvre, l'histoire de l'architecture et du développement des villes, autant d'éléments qui permettent de dresser un état des lieux – certes, incomplet – des politiques sociales de l'époque, ou tout au moins des réflexions sur ces dernières. Certains développements sont également consacrés aux financements de ces « Maisons de la miséricorde ». Cet ouvrage nous rappelle aussi l'origine religieuse des premiers systèmes de soins et d'assistance, et nous renvoie avec ce que l'on appelle encore aujourd'hui dans certaines villes de France les « Hôtels-Dieu » et de manière encore plus large à Paris, les

origines de L'Assistance publique des hôpitaux de Paris. Mais faute de connaissance sur l'origine des établissements hospitaliers au-delà de nos frontières, le lecteur n'arrive pas de prime abord à cerner précisément ce que recouvrirait aujourd'hui ce terme de *casa de misericordia*, d'autres termes employés en espagnol dans l'ouvrage – tels que *hospitales* que l'on retrouve maintes fois ou encore *hospitales de mendigos* (p. 60) – nous invitant à penser qu'il s'agirait de sortes de maisons d'accueil pour personnes sans domicile fixe comparables à la « Maison de Nanterre » d'aujourd'hui, à l'histoire si particulière². Il faut attendre les contributions de Michel Cavillac et d'Alexandre Pagès pour comprendre plus précisément le « projet social » de ces structures. Concernant leur financement, Giginta a été particulièrement innovant. Il s'opposait à la mendicité individuelle pour privilégier des financements plus collectifs, de type « caisses communes », ce qui n'est pas sans nous rappeler les prémisses de nos États-providences européens avec la création à la fin du XIX^{ème} siècle, en France notamment, des premiers fonds de secours destinés aux mineurs. De manière plus classique, Giginta préconisait aussi de « remettre au travail » les pensionnaires de ses futurs établissements. Si le fondateur d'Emmaüs pouvait se reconnaître, on retrouve aussi certaines inflexions des libéraux ayant préconisé, il n'y a pas si longtemps, une « remise au travail » des allocataires du RSA. Pour autant, et c'est là que Giginta fait preuve d'originalité, des temps de loisir étaient aussi prévus dans ces *casas* comme nous le rappelle Michel Cavillac. Enfin, Giginta avait compris que l'essentiel de la question sociale se jouerait désormais en milieu urbain – où les nouveaux pauvres commençaient à affluer avec le précapitalisme et les premières manufactures – et ce, bien avant les premiers théoriciens de la Question sociale en France.

La contribution d'Alfredo Alvar Ezquerro (p. 47-85) nous le suggère : Giginta se situerait dans une sorte d'entre-deux, entre la pure charité et l'idée de réforme sociale. Pour cet auteur, Giginta apparaît néanmoins très modéré en critiquant par exemple « le peu de compassion que les gens peuvent avoir envers les pauvres, les premiers trouvant des excuses pour ne pas remplir leurs obligations envers les derniers » (p. 60). On reste ici dans un registre éminemment moraliste.

Comme dans tout ouvrage collectif, certaines contributions ont davantage retenues notre attention. Parmi elles, citons en premier lieu « La réforme de l'assistance dans l'espace belge au XVI^{ème} siècle » de Claude Brunel (p. 87-106), du temps où Charles Quint était souverain des Pays-Bas (qui formeront, plus tard, la Belgique d'aujourd'hui). Cet auteur montre que le précapitalisme embryonnaire de cette dernière partie du Moyen Âge recourait finalement aux mêmes armes que le capitalisme d'aujourd'hui, les pauvres en constituant – déjà ! – son plan d'ajustement structurel. Brunel note ainsi que « le but des autorités de l'époque n'était certes

² [http://www.cash-nanterre.fr/histoire_cash.htm].

pas d'éradiquer la pauvreté, mais bien de la contenir dans des limites acceptables, dans le but de protéger l'ordre social et d'assurer la régulation du marché du travail » (p. 93-94). Des centaines d'années après, on pourrait se poser la même question sur la véritable finalité du RSA et ses « trappes à pauvreté », comme sur le différentiel important existant toujours entre le montant de ce « Revenu de solidarité active » et celui des autres prestations sociales déconnectées de l'activité (telles que l'AAH par exemple). L'auteur commence par nous faire découvrir le règlement « social » de la ville d'Ypres, attribué au « grand humaniste Vivès [qui] après des études à Paris puis à Louvain, où il s'était lié d'amitié avec Érasme, était venu se fixer définitivement à Bruges » (p. 96). Là encore, la question du financement des structures reste centrale car les humanistes échafaudaient certes des « plans » mais ne s'embarrassaient pas de toutes ces considérations matérielles qui permettent pourtant de rendre effectif, ou pas, un projet... En effet, Thomas More, Érasme ou Joan Lluís Vivès, écrit encore l'auteur, « sont plus naturellement soucieux de développer une argumentation que de proposer le détail d'un plan pratique » (p. 100). Selon les cas, on oscille donc entre l'interdiction totale de la mendicité, le placement temporaire de tronc dans les églises ou encore la centralisation des secours par des nouvelles structures de type « fondations », structures qui peineront à trouver des ressources suffisantes.

La publication qui suit, celle de Michel Cavillac (p. 107-122), s'avère également riche. Elle nous éclaire sur la personnalité de Giginta (qui avait lu Érasme comme Vivès), mais aussi sur ce que devaient être, dans l'idéal, ses fameuses *casas de misericordia*. Pour la première fois, on avait là un homme qui interpellait l'État autant que l'Église et qui inscrivait sa pensée dans un cadre national. Comment définir ces Maisons ? « Lieu de formation par le travail et de régénération morale, ces centres éducatifs surveillés ne devaient en aucun cas ressembler à des prisons » (p. 112). Ainsi, « dans ces hospices, dont on pouvait s'externer à tout moment, seraient reçus les nécessiteux et vagabonds qui le souhaiteraient ; qui seuls auraient ensuite le droit de profiter de la bienfaisance (hébergement, nourriture, vêtements), car dorénavant, la mendicité publique serait strictement règlementée dans chaque quartier » (p. 113). La thérapie requise passait par le travail, même si le loisir n'était pas totalement exclu de ces Maisons. Et en matière de travail, Giginta pensait à des emplois dans les manufactures textiles. « Version bourgeoise de la charité, le salariat – comparé en l'occurrence à une « *discreta caridad* » –, allait transformer l'assisté dépravé en honnête artisan et, pour certains, en entrepreneur » (p. 114). Concernant le financement, là encore Giginta innove en proposant – au-delà du produit de la charité traditionnelle (quêtes réglementées), du don des riches et de la contribution des édiles et de l'Église – deux autres types de financements : le premier par un système de loterie (ou « *suertes* ») dont on connaît encore aujourd'hui la vigueur en Espagne, le deuxième par des droits d'entrées dans de petits musées où seraient déposés de beaux objets par les riches. Il y a donc chez Giginta « un souci très moderne de la convivialité entre riches et pauvres. » (p. 116).

La contribution de Jean-Pierre Gutton (p. 123-134) est complémentaire aux précédentes en montrant « combien, au XVI^{ème} siècle, progresse la définition de l'identité de l'enfant » (p. 133). Centrée plus spécifiquement sur le rôle des établissements scolaires vis-à-vis des enfants pauvres, elle témoigne de l'influence des thèses d'Érasme sur cette génération de réformateurs. Pour Érasme, en effet, « les hommes ne naissent pas hommes, ils se fabriquent. Et cette fabrication doit se faire dès la petite enfance car l'enfant est plastique jusque vers 5 ans ; elle doit être tout à la fois intellectuelle et morale » (p. 123).

Félix Santolara Sierra (p. 135-176) s'intéresse quant à lui aux sources ayant pu influencer Giginta, et parmi elles, aux œuvres de Vivès. Le traité de Vivès trouve un retentissement important dans toute l'Europe (plusieurs éditions en langue latine, mais aussi en allemand, en italien, en français et en espagnol), et « Giginta a pu sans aucun doute avoir accès à l'une d'elles³ », notamment « parce que les exemplaires de certaines éditions latines se retrouvaient dans diverses bibliothèques universitaires et ecclésiastiques espagnoles » (p. 145). Et l'auteur de poursuivre en détaillant les points communs à ces deux hommes, autour de « la permanente description de la vie dissolue et immorale des mendiants et des vagabonds, du danger qu'ils représentent pour la société, ainsi du péril sanitaire qu'ils représentant » (p. 146). On retrouve aussi chez ces deux réformateurs « la réponse du travail comme moyen universel de réhabiliter ces personnes, l'apprentissage de la vie et l'éducation des enfants comme moyen de prévention », et enfin « la dénonciation de l'incohérence d'une société qui se dit chrétienne et qui reste impassible sur la pauvreté de beaucoup de ces concitoyens » (*Ibid.*).

Les deux contributions suivantes, celle de Pedro Fraile Pérez de Mendiguren (p. 176-196) et de Quim Bonastra (p. 197-217) prennent le pari de « lire » à travers les plans des Hôpitaux et des asiles construits à l'époque, la conception générale des lieux : « Giginta formulait une organisation de l'espace qui générerait une sensation de vigilance continue, omniprésente, capable de débloquent les résistances des résidents et d'intervenir sur leur attitude » (p. 191). Avec plusieurs schémas de ces constructions, les auteurs nous montrent que « dans tous les établissements, le centre [de l'édifice] constitue un point d'attraction, avec comme fonction symbolique celle de retenir l'attention des personnes accueillies » (p. 195).

La contribution de José Garcia Molina (p. 219-235), courte mais dense, montre comment le point de vue sur les pauvres et la pauvreté a commencé à changer, avec notamment la prise en compte que la puissance publique se devait d'entrer dans le débat : « de nombreux réformistes apportèrent leurs visions, leurs traités et matière à débat pour que les États cherchent à éliminer les causes et les conséquences de la pauvreté. » (p. 226). On retrouve toujours cette idée de « l'assistance proche, l'utilité de qui constituent les éléments d'une hypothétique promotion sociale à l'intérieur d'un espace fermé » (*Ibid.*).

³ Cette citation (et les suivantes concernant les auteurs espagnols) sont traduites par nos soins.

L'article de Manuel Montoya (p. 237-270), au titre évocateur – « Représentation des pauvres et de la pauvreté dans l'art espagnol des Siècles Fortunés » – tente une lecture « iconographique », notamment *via* l'analyse de la peinture de cette époque. La figure de Dieu est omniprésente dans ces dernières, et celle du pauvre peut tantôt bénéficier de ces grâces à venir, tantôt en être complètement exclue. L'auteur distingue ainsi plusieurs figures « idéales-typiques » : le *pauvre en Dieu*, le *pauvre de Dieu*, comme autant de pauvres « récupérables », et les *pauvres hors de Dieu*, considérés comme « non récupérables », représentés dans la peinture par la « prostituée et sa mère utile, le joueur et parfois l'ivrogne » (p. 266).

L'article d'Alexandre Pagès (p. 271-292) aurait dû être placé en dernière position dans l'ouvrage – qui comporte par la suite une biographie de Giginta –, tant ce dernier tente une comparaison entre la vision des politiques sociales de l'époque de Giginta et celle d'aujourd'hui. En effet, hier comme aujourd'hui, il est toujours question « de réadaptation sociale (ou de réinsertion), d'aptitude au travail (ou d'invalidité) et de nos attitudes vis-à-vis des pauvres et de la pauvreté qui semblent toujours avoir été ambivalentes » (p. 271). Ce sociologue replace aussi les *Casas de Misericordia* dans un vaste mouvement qui commençait à se dessiner dans toute l'Europe : « du Royaume d'Espagne à l'Angleterre, des Flandres à l'Italie, on construira des établissements destinés à accueillir mendiants, orphelins et invalides. Les appellations diffèrent d'un pays à l'autre avec des modèles de fonctionnement différents (hôpitaux et hospices en France, *workhouses* en Angleterre, *Casas de Misericordia* en Espagne) » (p. 272-273). Enfin, A. Pagès revient sur le fonctionnement contemporain de la *Casa de Misericordia* de Lisbonne (dénommée là-bas *Santa Casa*), en reprenant les travaux de l'anthropologue belge Lionel Thelen qui y a séjourné lors d'une recherche sur les conditions de vie des sans-abris. Selon ce chercheur qui décrit le fonctionnement de cette institution avec minutie (Thelen, 2006), « l'hébergement n'est pas le seul service proposé par la *Casa de Misericordia* (...) Au foyer, on prend en charge l'alimentation et les soins, un réfectoire est régulièrement fréquenté, y compris par les familles et les retraités. Mais il existe une seule restriction et elle est de taille : les services ne sont fournis qu'aux personnes de nationalité portugaise sur présentation de leur carte d'identité. Comoriens, Mozambicains, Capverdiens et Angolais ne peuvent réellement compter que sur les solidarités communautaires et le droit, encore respecté à Lisbonne, d'aménager des baraquements aux portes de la ville » (p. 280). Nous n'en sommes pas encore là en France, et même si l'accueil des personnes sans-papiers tend à se durcir, les centres d'hébergement n'en sont pas arrivés à pratiquer ce tri sélectif...

S'il y a eu des avancées notoires depuis l'époque de ce réformateur, les remises en question récentes de notre « État-providence » ne peuvent que nous interroger sur ces incessants va-et-vient des politiques sociales auxquelles il s'avère bien difficile, de fixer un cap. Si le pouvoir religieux a, en théorie, bel et bien disparu de nos représentations mentales, il n'est jamais

exempt de quelques « retours en force » ; à ce titre, les grandes mobilisations contre le mariage pour tous où les discussions feutrées contre la législation de la « fin de vie » sont là pour nous le rappeler. Néanmoins, c'est bien le pouvoir politique qui se chargerait de déconstruire aujourd'hui, par petites touches successives, nos États-providence, avec une idéologie qui nous « imprègne » et contribue à forger nos représentations. Comme le dit A. Pagès, « notre façon de percevoir les problèmes sociaux, notre façon d'évaluer les risques, notre aptitude à justifier l'octroi d'une aide sont largement influencés par les systèmes de valeur auxquels nous adhérons » (p. 285). Et l'on pourrait ajouter que ces systèmes de valeur sont eux aussi tributaires de l'époque dans laquelle nous vivons, le sociologue n'étant jamais totalement extérieur à son objet d'étude. L'intérêt de cet ouvrage, loin d'une seule lecture historique, est de nous donner matière à penser sur la pauvreté – qui existe dans toute société, du Nord comme du Sud – et sur les débats ardu suscités autour de la lutte des uns et des autres pour tenter, selon les gouvernements en place et les contextes socio-historiques, un jour de l'éradiquer, le lendemain de la contenir, le surlendemain de « l'éduquer »... En ce sens, cet ouvrage mériterait, pour les lecteurs qui ne maîtrisent pas l'espagnol, une traduction complète en français.

Bibliographie

Cavillac M. et al., 2003, Miquel de Giginta, Chanoine d'Elne, Perpignan, Éd. des Estivales.

Laffort B., 2014, « Le management des politiques sociales : de leur genèse aux conséquences très "concrètes" sur le terrain », Contrepoint, n° 4, p. 12-32.

Thelen L., 2006, L'exil de soi. Sans abri d'ici et d'ailleurs, Bruxelles, Facultés universitaires de Saint Louis, 2006.

Pour citer cet article

Référence électronique

Bruno Lafort, "Alexandre Pagès (dir.), Giginta. De la charité au programme social, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 2013, 310 pages, ISBN 9 782354 121730.", Sciences et actions sociales [en ligne], N°1 | 2015, mis en ligne le 16 avril 2015, URL : <http://www.sas-revue.org/index.php/16-comptes-rendus/27-de-la-charite-au-programme-social>

Auteur

Bruno Lafort

MCF en sociologie

Université de Franche-Comté

contact : brunolaffort@hotmail.com

Droits d'auteur

© Sciences et actions sociales

Toute reproduction interdite sans autorisation explicite de la rédaction/Any replication is submitted to the authorization of the editors